

Rapport d'activités 2015

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Table des matières

Rapport d'activités 2015	1
Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission.....	4
L'enjeu de la Commission.....	4
Champ d'application de l'article 41	4
La commission agit sur plainte, également appelée requête	4
Qui détient la saisine ? – qui peut solliciter la Commission ?.....	5
Composition de la Commission	6
Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2015	7
Rappel.....	8
Chapitre 2 : Etude des dossiers	8
Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis	8
Section 2 : Les activités commerciales.....	8
1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.	8
2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?	9
C42/66 : « Opération D*** »	9
C42/73 : « Les boissons gazeuses »	9
Section 3 : les activités politiques	10
C42/65 : «Europe»	10
Section 4 : La concurrence déloyale	11
Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?.....	11
La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.....	12
Que précise le décret ?	12
C42/67 : « Les très riches heures du CEB ».....	12
C42/68/1 : « Les CEB perdent le Nord 1 »	12
C42/68/2 : « Les CEB perdent le Nord 2 »	13
C42/68/3 : «Les CEB perdent le Nord 3»	13
C42/69/1 : « Les CEB du Perron 1».....	13
C42/69/2 : « Les CEB du Perron 2».....	14
C42/69/3 : « Les CEB du Perron 3».....	14
C42/69/4 : « Les CEB du Perron 4 ».....	15
C42/70/1 : « Les CEB de la réussite 1 »	15
C42/70/2 : « Les CEB de la réussite 2 »	15
C42/70/3 : « Les CEB de la réussite 3 »	16
C42/70/4 : « Les CEB de la réussite 4 »	16
C42/70/5 : « Les CEB de la réussite 5 »	17
C42/70/6 : « Les CEB de la réussite 6 »	17
C42/71 : « Les CEB de la différence ».....	17
C42/72 : « Les CEB heureux ».....	18
Annexe I.....	19
Composition au 1 ^{er} janvier 2015 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.....	19
Annexe II - texte des avis prononcés en 2014.....	21
Les activités commerciales.....	21
C42/66 : « Opération D*** »	21
C42/73 : « Les boissons gazeuses »	23
Les activités politiques	25

C42/65 : «Europe»	25
La concurrence déloyale.....	28
C42/67 : « Les très riches heures du CEB ».....	28
C42/68/1 : « Les CEB perdent le Nord 1 »	30
C42/68/2 : « Les CEB perdent le Nord 2 »	32
C42/68/3 : « Les CEB perdent le Nord 3 »	34
C42/69/1 : « Les CEB du Perron 1 ».....	36
C42/69/2 : « Les CEB du Perron 2 ».....	38
C42/69/3 : « Les CEB du Perron 3 ».....	40
C42/69/4 : « Les CEB du Perron 4 ».....	42
C42/70/1 : « Les CEB de la réussite »	44
C42/70/2 : « Les CEB de la réussite »	46
C42/70/3 : « Les CEB de la réussite »	48
C42/70/4 : « Les CEB de la réussite »	50
C42/70/5 : « Les CEB de la réussite »	52
C42/70/6 : « Les CEB de la réussite »	54
C42/71 : «Les CEB de la différence ».....	56
C42/72 : « Les CEB heureux ».....	58

Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission

Comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[tra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. » Le millésime 2015 en est la huitième édition.

L'enjeu de la Commission

Pour mémoire, il convient d'avoir à l'esprit l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue » (Art. 43, §3, alinéa 2)

Champ d'application de l'article 41

Le champ d'application – appelons-le « *rationae materiae* » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique » ;
- « Toute activité commerciale » ;
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements ».

La commission agit sur plainte, également appelée requête

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement».

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur¹ de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au Secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet ».

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi ».

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

Qui détient la saisine ? – qui peut solliciter la Commission ?

Selon l'art. 43. §1^{er} : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement.

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement ».

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit ».

L'exposé des motifs² indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en

¹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

² Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p. 3 et 4

effet, proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités ».

Composition de la Commission

L'article 42 § 2 dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française³;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le Secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

La composition de la Commission (année 2015) se trouve indiquée en annexe.

³ Ou son délégué.

Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2015

Depuis la clôture du rapport 2014, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission s'est réunie deux fois.

Elle a examiné dix-neuf plaintes :

Dossiers 2015	Nature ⁴	Date de la requête	Date de l'avis	Date de la décision
C42/65: «Europe»	Pol	11/03/2015	29/06/2015	02/03/2016 - accord
C42/66 : « Opération D*** »	Com	08/06/2015	29/06/2015	02/03/2016 - accord
C42/67 : « Les très riches heures du CEB »	CD	30/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/68/1 : « Les CEB Picards »	CD	30/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/68/2 : « Les CEB Picards »	CD	30/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/68/3 : « Les CEB Picards »	CD	30/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/69/1 : «Les CEB du Perron»	CD	30/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/69/2 : « Les CEB du Perron »	CD	30/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/69/3: « Les CEB du Perron »	CD	30/06/2015	27/01/2016	02/03/2016 - accord
C42/69/4: «Les CEB du Perron»	CD	30/06/2015	27/01/2016	02/03/2016 - accord
C42/70/1 : « Les CEB de la réussite »	CD	30/06/2015	22/09/2015	25/03/2016 - accord
C42/70/2 : « Les CEB de la réussite »	CD	30/06/2015	22/09/2015	25/03/2016 - accord
C42/70/3 : « Les CEB de la réussite »	CD	30/06/2015	22/09/2015	25/03/2016 - accord
C42/70/4 « Les CEB de la réussite »	CD	30/06/2015	22/09/2015	25/03/2016 - accord
C42/70/5 : « Les CEB de la réussite »	CD	30/06/2015	22/09/2015	25/03/2016 - accord
C42/70/6: «Les CEB de la réussite»	CD	30/06/2015	22/09/2015	25/03/2016 - accord
C42/71:« Les CEB de la différence »	CD	26/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/72 : « Les CEB heureux »	CD	26/06/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord
C42/73 : « Les boissons gazeuses »	Com	24/03/2015	22/09/2015	02/03/2016 - accord

Le tableau indique la date d'introduction de la plainte, sa nature dans le contexte de l'article 41, la date à laquelle la Commission a rendu un avis et la date à laquelle l'autorité ministérielle a prononcé sa décision.

La Commission a donc eu l'occasion de rendre dix-neuf avis. Deux dossiers concernent la matière commerciale. La concurrence déloyale a fait l'objet de seize dossiers. Un seul a eu trait à l'interdiction de la propagande politique.

⁴ Nature ou domaine, procédant du champ d'application rationae materiae :

Pol : activité politique ;

Com : activité commerciale ;

CD : concurrence déloyale

Rappel

NB : le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a pris la décision, le 2 mars 2016, d'approuver les avis C42/56, C42/58, C42/62, C42/63 et C42/64. Ces dossiers, qui avaient fait l'objet d'un examen par la Commission au cours de l'année 2014, n'avaient pas encore fait l'objet d'une décision de l'autorité. En voici la liste :

Dossier 2014	Nature	Date de la requête	Date de l'avis	Date de la décision
C42/56 : «Marketing à l'Ecole»	Com	07/01/2014	10/09/2014	02/03/2016 - accord
C42/58 : «L'école prend de la bouteille»	Com	27/03/2014	10/09/2014	02/03/2016 - accord
C42/62 : «Campagne en classe »	Pol	14/05/2014	09/12/2014	02/03/2016 - accord
C42/63 : «L'école, la brocante et les sandwiches »	Com	03/09/2014	09/12/2014	02/03/2016 - accord
C42/64 : «Politique et enseignement »	Pol	19/08/2014	09/12/2014	02/03/2016 - accord

Chapitre 2 : Etude des dossiers

Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des différents avis prononcés par la Commission.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés ».

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques, ou pas du tout.

Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

Section 2 : Les activités commerciales

1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?

La loi du 11 juillet 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédent rapport, les membres peuvent - et doivent - se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

Dans le domaine commercial, la Commission a eu à connaître deux affaires que nous nous proposons de détailler ci-après.

C42/66 : « Opération D* »**

Avis prononcé à la réunion du 29 juin 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016

Présence de logos commerciaux dans les campagnes menées par une ASBL caritative - campagne s'adressant aux enfants de écoles publiques - jeux destinés à la prise de conscience de la présence de logos et à découvrir leur signification - Campagne axée sur la réflexion - absence d'intention commerciale - non-violation de l'art. 41.

Les campagnes menées par une ASBL au sein des écoles publiques recourent à des logos de grandes enseignes commerciales : des exercices sont proposés aux enfants sous forme de leçons de sensibilisation, qui passent par la reconnaissance de logos dont certains sont commerciaux. Chacune comporte un exercice basé sur des logos, dont ceux de firmes commerciales. L'exercice commence par la phrase : "reconnais-tu ces logos ?" et poursuit en expliquant aux enfants que « chaque organisation ou société a son logo (une image qui la représente) », pour susciter la réflexion de l'enfant en posant la question de savoir pourquoi les sociétés et les organisations utilisent un logo. Bien que certains membres fussent d'opinion que l'on aurait pu éviter l'utilisation de logos commerciaux, ils furent d'avis qu'il n'y avait aucune intention particulière de faire de la publicité commerciale, dans le chef des organisateurs de l'opération, et émirent l'avis que l'article 41 du Pacte scolaire n'avait pas été transgressé.

C42/73 : « Les boissons gazeuses »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Activité sportive sponsorisée par une firme commerciale - proposée par le chef d'établissement - rapports d'inspection soulignant la qualité de l'activité - aucune présence de logo - preuve de la mise en œuvre d'une stratégie de marketing non rapportée, ni dans le chef de l'entreprise commerciale, ni dans l'esprit du chef d'établissement - maladresse - non-violation de l'art. 41.

Un père de famille signala un courrier de la main d'un chef d'établissement qui proposait d'offrir aux enfants une activité d'art martial, sponsorisée par une société de boissons bien connue. Un premier rapport d'investigation conclut que l'activité sportive proposée aux élèves était de très grande qualité de l'avis unanime des professeurs d'éducation physique, tandis qu'un second rapport révélait notamment que :

- De nombreux établissements des différents réseaux ont recours au soutien d'une association - souvent l'« amicale » - généralement notamment financée par les éventuels bénéfices de distributeurs de boissons et de friandises ;
- Certains établissements ont recours aux services de sociétés commerciales, souvent clairement identifiées, pour l'organisation, la préparation, la distribution voire la commercialisation des repas ou mets proposés aux élèves ;
- De nombreux établissements dispensant l'enseignement qualifiant ont recours au soutien clairement identifié, parfois assorti d'une forme de publicité, de partenaires commerciaux pour la mise à disposition, souvent gratuite et parfois au moindre coût, de produits ou de matériels propres à l'activité professionnelle enseignée ;
- Que, partant, tout établissement ayant, de près ou de loin, un contact ou une collaboration avec une société à caractère commercial pourrait se trouver en situation contradictoire avec les termes de l'article 41 de la loi précitée, référant à une « activité commerciale ».

Certes, les membres déplorèrent la maladresse du chef d'établissement d'avoir mentionné le nom de la firme dans le courrier adressé aux parents, mais dans la mesure où la preuve de la mise en œuvre d'une stratégie de marketing n'avait pas été rapportée, ni de la part de la société ni de celle du chef d'établissement, et comme l'élément de publicité commerciale était négligeable et n'avait interpellé les enfants à aucun moment, les membres furent d'avis que l'article 41 n'avait pas été transgressé.

Section 3 : les activités politiques

L'article 41 précité dispose de ce que « toute activité et propagande politique [...] sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés », par la raison qu'« il fut jugé souhaitable que les différences de conception (qu'elles soient philosophique ou politiques) ne puissent – dès les bancs de l'école - déclencher les conflits qui, assez tôt, divisent les hommes⁵ ». En 2015, la Commission n'a été saisie que d'une seule requête, que nous vous proposons de découvrir ci-après.

C42/65 : «Europe»

Avis prononcé à la réunion du 29 juin 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Document comportant un programme de la visite du Parlement européen, signé par deux hommes politiques - invitation destinées aux élèves - logo apparent - nature politique de l'invitation - contrariété avec l'article 41 du Pacte scolaire.

La maman d'une fillette scolarisée en 6^{ème} année reçut un document comportant un programme d'une visite du Parlement européen, intitulé « Programme Strasbourg ». Ce document, signé par deux hommes politiques, comportait le logo d'un parti politique. Il

⁵ Commentaire de l'article 41 du Pacte scolaire, in POUBAIX Henri, Le Pacte scolaire, un point de départ, Bruxelles, Dutilleul, 1963 (?), p 88.

s'agissait d'un voyage de deux jours en Alsace, qui ne comportait pas que la visite du Parlement européen. Une mission d'inspection fut diligentée dont le rapport révéla que, certes, l'activité extérieure et les séquences qui en ont découlé s'inscrivaient dans les recommandations des textes légaux, que la diffusion d'un document contenant le logo d'un parti politique était une maladresse évitable et que l'intention de l'équipe pédagogique n'était pas d'orienter les élèves vers une réflexion partisane. Bien que les membres furent d'avis d'admettre que le décret mission encourage l'« éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française, » et que la visite du parlement européen était conforme à cet esprit, d'autant plus que le voyage comportait des aspects pédagogiques comme la visite de la ville de Strasbourg, il n'en demeurait pas moins que ces derniers déplorèrent la présence de logos d'un parti politique sur l'invitation, de même que la présence du portrait et de la signature de deux mandataires politiques. Aussi furent-ils d'avis que l'activité incriminée était en infraction avec l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Section 4 : La concurrence déloyale

Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?

Il ne s'agit point de la concurrence déloyale au sens de la loi sur les pratiques de commerce, mais d'un concept de déontologie propre à la matière de l'enseignement : En effet, le Pacte scolaire interdit les pratiques déloyales dans la concurrence entre établissements. On veut éviter que, par certaines pratiques, les établissements scolaires, éventuellement de réseaux différents, ne rallument la "guerre scolaire".

En outre, il convient d'avoir à l'esprit que le concept de concurrence déloyale est susceptible d'être examiné sous deux aspects :

D'une part, la Commission examine si le fait dénoncé est susceptible d'aller directement à l'encontre du prescrit de l'article 41 qui précise en son alinéa 2 que « toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [l]es établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement ».

L'année 2015 n'en a pas connu d'exemple.

D'autre part, la Commission peut évaluer si le fait qui est soumis à son examen peut aller à l'encontre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. Ce texte érige en infraction à l'article 41 certaines pratiques : celles de divulguer les résultats de l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. L'année 2015 a connu 16 plaintes introduites sous cet aspect-là. En voici l'exposé ci-après.

La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

Que précise le décret ?

L'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, procède de ce que : « Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ; Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements ».

L'article 27 alinéa 3 du même décret vise "les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel, dont la violation peut exposer son auteur à des poursuites pénales. En fin, le décret se réfère à l'application de l'article 41 du Pacte scolaire en cas de divulgation de telles informations.

C42/67 : « Les très riches heures du CEB »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : accord le 2 mars 2016

Article de presse - énoncé d'une moyenne – représentant d'un pouvoir organisateur - taux moyen - concept de résultats - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse mentionna qu'à la localité Unetelle, on affichait un taux moyen de 79% de réussite pour la centaine d'élèves de sixième primaire au sein de ses 5 écoles. « Cela vari[ait] de 66 à 83% », précisait un représentant du Pouvoir organisateur, Monsieur B*** ».

Les membres furent d'avis qu'en tant que représentant d'un Pouvoir organisateur, l'auteur de la déclaration était visé par le décret, et que ces déclarations, consistant à énoncer une moyenne qui consiste en un taux moyen, tombaient sous le coup du décret du 2 juin 2006, et, partant, de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/68/1 : « Les CEB perdent le Nord 1 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - énoncé d'un taux de réussite - représentant d'un pouvoir organisateur - concept de comparaison - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse révéla que, dans une région donnée, l'on distinguait certaines entités rurales, où le taux de réussite au CEB frisait la perfection, alors que dans des entités plus importantes il était question de taux d'échec. Cette affirmation émanait d'un responsable d'établissements scolaires. Dans la mesure où ces révélations induisaient une comparaison entre établissements, et vu la qualité de l'auteur des révélations, les membres furent d'avis que la plainte était recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée allait à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/68/2 : « Les CEB perdent le Nord 2 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - énoncé d'un taux d'échec précisément localisé - représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse indiqua un taux d'échec important dans une localité bien définie, révélée avec détail par une personne représentant un pouvoir organisateur. Dans la mesure où cette révélation rentrait dans la définition du concept de « résultats », les membres furent d'avis que la plainte était recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée allait à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/68/3 : « Les CEB perdent le Nord 3 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - énoncé d'une réussite - représentant d'un pouvoir organisateur – localité clairement précisée - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

L'article de presse, dans son analyse de la réussite au CEB dans une zone géographique déterminée, rapportait que la plupart des enfants avaient obtenu un résultat au CEB bien au-dessus de la moyenne ». L'affirmation émanait de Monsieur F***, responsable d'un Pouvoir organisateur à A***. Les membres furent de l'avis suivant : proclamer une réussite consiste à fournir un résultat, et comme cette proclamation émanait d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, ils estimèrent que cette dernière avait enfreint l'article 41 du Pacte scolaire.

C42/69/1 : « Les CEB du Perron 1 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée - proclamation d'un taux de réussite - représentant d'un pouvoir organisateur -- décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation

externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de la presse locale mentionnait que dans une région précisément identifiée, certaines écoles présentaient des taux de réussite. Monsieur P***, responsable scolaire, proclama la réussite totale d'un établissement désigné sans aucune équivoque possible. Comme précédemment, les membres furent d'avis que proclamer une réussite consistait à fournir un résultat, et, cette proclamation émanant d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, ces derniers estimèrent que l'auteur avait enfreint l'article 41 du Pacte scolaire.

C42/69/2 : « Les CEB du Perron 2 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée - proclamation du taux de réussite le plus faible -représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, paru dans un journal local, mentionna que, parmi les résultats obtenus, une localité déterminée enregistrait le plus faible taux. Un responsable d'établissements alla jusqu'à désigner l'école qui avait obtenu les résultats les plus faibles. Comme précédemment, les membres furent d'avis que proclamer une réussite, fut-elle la plus faible, consistait à fournir un résultat, et, cette proclamation émanant d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, ces derniers estimèrent que ce responsable avait enfreint l'article 41 du Pacte scolaire.

C42/69/3 : « Les CEB du Perron 3 »

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée - proclamation du taux de réussite - représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel – intention non requise dans le chef de l'auteur de la divulgation - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, paru dans un journal local, révéla notamment que dans une région donnée, certaines écoles présentaient en grande majorité de beaux taux de réussite, et particulièrement l'une d'entre elle qui pouvait se vanter d'un brillant 100% ! A la demande de la Commission, une mission d'investigation révéla le nom de l'auteur de la divulgation litigieuse, qui se trouvait être un responsable d'établissements scolaires. Certes, ce dernier avait agi sans intention maligne, toutefois, les membres furent d'avis que proclamer une réussite consistait à fournir un résultat, que cette proclamation émanait d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, et, comme l'article précité ne tient pas compte de l'existence d'une intention, puisqu'il énonce seulement « qu'il est interdit de faire état des résultats », ces derniers estimèrent que l'auteur de la divulgation, en sa qualité de responsable de l'enseignement, avait enfreint l'article 41 du Pacte scolaire.

C42/69/4 : « Les CEB du Perron 4 »

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée - proclamation du taux de réussite - représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel – intention non requise dans le chef de l'auteur de la divulgation - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse révéla notamment qu'à la localité de B***, on enregistrait autant d'échecs par rapport à autant d'élèves, soit autant de % d'obtention. Une mission d'investigation, souhaitée par la Commission, révéla le nom de l'auteur de la divulgation litigieuse, qui se trouvait être un responsable d'établissements scolaires. Certes, ce dernier, comme dans l'affaire précédente, avait agi sans intention maligne, toutefois, les membres furent d'avis que la révélation d'un certain nombre d'échecs, avec force détails de comparaisons, revenait à fournir un résultat. Cette proclamation émanant d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, et l'article précité ne prévoyant pas l'existence d'une intention, puisqu'il énonce seulement qu'il est interdit de faire état des résultats, les membres estimèrent que l'auteur de la divulgation, en sa qualité de responsable de l'enseignement, avait enfreint l'article 41 du Pacte scolaire.

C42/70/1 : « Les CEB de la réussite 1 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée – opinion à propos de la facilité de l'épreuve - représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un journal quotidien local apprit à ses fidèles lecteurs qu'à l'école M*** de N***, les épreuves du CEB étaient des épreuves faciles, de l'opinion du directeur lui-même. Cette proclamation émanait d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité. L'affirmation de la facilité du CEB, qui se lit en référence à l'annonce d'un taux de réussite « assez élevé », consistait en l'énoncé d'un résultat. Les membres furent donc d'avis que l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 avait été transgressé.

C42/70/2 : « Les CEB de la réussite 2 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée – proclamation d'un taux de 100% de réussite - représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat

d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, tiré d'un quotidien local, mentionna qu'on enregistrerait un taux de 100% de réussite à l'école P*** située à C***. Le directeur précisa que les élèves ne trouvaient pas ces épreuves trop faciles. Cette proclamation émanait d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité. L'affirmation d'un taux de réussite de 100% consistant en l'énoncé d'un résultat, les membres furent donc d'avis que l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 avait été transgressé.

C42/70/3 : « Les CEB de la réussite 3 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée – proclamation d'un taux de 100% de réussite - représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Dans un journal régional bien connu, un article mentionnait, entre-autre, que du côté de l'école B***, située à M***, où il n'y a aucun échec, l'examen n'était pas facile. Ce renseignement émanait d'une enseignante, sans que fut précisé son identité. Ces informations, qui consistent en l'énoncé d'un résultat, ce qu'interdit l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, émanant d'une personne telle qu'énumérée dans le décret, les membres furent donc d'avis que l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 avait été transgressé.

C42/70/4 : « Les CEB de la réussite 4 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - énoncé d'une réussite – auteur de la révélation demeuré inconnu - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - défaut d'imputation - non application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, tiré d'un quotidien très connu, posait la question de la trop grande facilité du CEB et indiquait que beaucoup d'écoles enregistraient 100% de réussite. Il ajoutait que c'était le cas à l'établissement G***, tout en livrant un résultat moyen tournant autour de 70 à 80%. Toutefois, la mission d'inspection diligentée à la demande des membres de la Commission ne permit pas d'identifier l'auteur de ces révélations. Aussi, la pratique incriminée ne pouvant être imputée à quiconque, les membres furent d'avis que les éléments constitutifs d'une transgression du décret du 2 juin 2006 et de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 n'étaient point réunis.

C42/70/5 : « Les CEB de la réussite 5 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - énoncé d'une réussite – auteur de la révélation demeuré inconnu - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - défaut d'imputation - non application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, tiré d'un quotidien très connu, posait la question de la trop grande facilité du CEB et indiquait que beaucoup d'écoles enregistraient 100% de réussite. Il ajoutait que c'était le cas à l'école G***, tout en révélant un résultat moyen qui tournait autour de 70 à 80%. Toutefois, la mission d'inspection diligentée à la demande des membres de la Commission ne permit pas d'identifier l'auteur de ces révélations. Aussi, la pratique incriminée ne pouvant être imputée à quiconque, les membres furent d'avis que les éléments constitutifs d'une transgression du décret du 2 juin 2006 et de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 n'étaient point réunis.

C42/70/6 : « Les CEB de la réussite 6 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - énoncé d'une réussite – auteur de la révélation demeuré inconnu - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - défaut d'imputation - non application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, tiré d'un quotidien très connu, posait la question de la trop grande facilité du CEB et indiquait que beaucoup d'écoles enregistraient 100% de réussite. Il ajoutait que c'était le cas à l'école SMJ***, tout en révélant un résultat moyen qui tournait autour de 70 à 80%. Toutefois, la mission d'inspection diligentée à la demande des membres de la Commission ne permit d'identifier l'auteur de ces révélations. Aussi, la pratique incriminée ne pouvant être imputée à quiconque, les membres furent d'avis que les éléments constitutifs d'une transgression du décret du 2 juin 2006 et de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 n'étaient point réunis.

C42/71 : « Les CEB de la différence »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée - proclamation d'un taux de réussite en % -représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, tiré d'un quotidien à grand tirage, mentionna que, dans les écoles d'une entité F***, on comptabilisait un taux de réussite qui s'élevait à 80% sur autant d'élèves qui avaient passé le CEB. Un chiffre meilleur que l'an dernier, selon la franche déclaration d'un responsable de l'enseignement. Cette proclamation émanant d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, et l'affirmation d'un taux de réussite de

80% consistant en l'énoncé d'un résultat, les membres furent d'avis que l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 avait été transgressé.

C42/72 : « Les CEB heureux »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015 – décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Article de presse - localité clairement précisée - proclamation du taux de réussite le plus faible -représentant d'un pouvoir organisateur - décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base- secret professionnel - application de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Un article de presse, tiré d'un quotidien à grand tirage, reprit presque textuellement les déclarations d'une personne responsable de l'enseignement d'un établissement bien déterminé, qui se réjouissait de la réussite de tous ses élèves aux épreuves du CEB. Les membres furent d'avis que proclamer une réussite consistait à fournir un résultat, et, comme cette proclamation émanait d'une personne telle qu'énumérée à l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 précité, ces derniers estimèrent que l'auteur avait enfreint l'article 41 du Pacte scolaire.

Ensuite de cet exposé, comme par le passé, le lecteur trouvera en annexe II du présent rapport le texte des différents avis qui viennent d'être présentés. Ce texte a été rédigé compte tenu des remarques formulées au début du chapitre 2. Nous vous en souhaitons une agréable lecture.

La Présidente,

Le Secrétaire

Lise-Anne HANSE,
Directrice générale

Jean-Michel CRABBÉ
Directeur

Annexe I

Composition au 1^{er} janvier 2015 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire, AGERS		M. Jacques VANDERMEST, Directeur, AGERS	
MME. Claudine LOUIS, Directrice générale adjointe, AGERS		M. Fabrice AERTS-BANCKEN, Directeur général adjoint, AGERS	

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Emmanuelle HAVRENNE, SEGEC		MME. Anne METHENS, SEGEC	
MME. Bénédicte BEAUDUIN, SEGEC		MME. Nathalie DASNOY SEGEC	
MME. Isabelle BLOCRY, CECF		MME. Axelle BRUYNINCKX, CECF	
M. Roberto GALLUCCIO, CPEONS		M. Philippe DEMIESSE, CPEONS	
M. Michel BETTENS, FELSI		M. Raymond VANDEUREN, FELSI	

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué ;

M. Didier LETURCQ		M. David MAIRE	
-------------------	--	----------------	--

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Caterina ALIBRANDI		M. Philippe DUPONT	
M. Marc GUILLAUME		M. Philippe DELFOSSE	
M. Serge CROCHET		M. Gérard LEGRAND	

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Pascal CHARDOME, CGSP Enseignement		M. Philippe JONAS, CGSP Enseignement	
M. Bernard DE COMMER, SETCa		M. Joan LISMONT, SETCa	
MME. Laurence MAHIEUX, CSC-Enseignement		MME. Marie LAUSBERG, CSC-Enseignement	
M. Eugène ERNST, CSC-Enseignement		MME. Anne-Françoise VANGANSBERGT, CSC-Enseignement	
MME. Isabelle WARGNIES, SLFP		MME. Marie CELENTIN, SLFP	
M. Marc MANSIS, A.P.P.E.L.		M. Jean-François GHYS, A.P.P.E.L.	

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Michael LONTIE, UFAPEC		MME. Julie FERON, UFAPEC	
M. Hugo SANTIBANEZ, FAPEO		MME. Jessica MATHY, FAPEO	

Personnes présentes en qualité de : Techniciens

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Caroline SAUVEUR, CRIOC		M. Thomas MOUREAU, CRIOC	

Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur

Annexe II - texte des avis prononcés en 2014

Les activités commerciales

C42/66 : « Opération D* »**

Avis prononcé à la réunion du 29 juin 2015

Décision de l'autorité : accord le 2 mars 2016

Considérant que [les dirigeants d'une association à portée philosophique] exposèrent à la Commission, dès le 8 juin 2015, les occurrences suivantes ;

Considérant que [cette association] est régulièrement interpellé[e] concernant les campagnes menées par D*** au sein des écoles publiques, en ce que ces campagnes recourent à des logos de grandes enseignes commerciales ;

Considérant qu'en effet des exercices sont proposés aux enfants sous forme de leçons de sensibilisation, qui passent par la reconnaissance de logos dont certains sont commerciaux ;

Considérant que l'article 41 alinéa 1^{er} de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de l'Enseignement dispose de ce que « [...] toute activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que le dossier contient une fiche A et une fiche B. Que chacune comporte un exercice basé sur des logos, dont ceux de firmes commerciales. Que les fiches commencent leur présentation par la phrase: "reconnais-tu ces logos?" ;

Considérant que l'exercice poursuit en expliquant aux enfants que « chaque organisation ou société a son logo (une image qui la représente) », et que la fiche suscite la réflexion de l'enfant en posant la question de savoir pourquoi les sociétés et les organisations utilisent un logo ;

Considérant que, bien que certains membres sont d'opinion que l'on aurait pu éviter l'utilisation de logos commerciaux, ils sont d'avis qu'il n'y a d'intention particulière de faire de la publicité commerciale, dans le chef des organisateurs de l'opération "D***" ;

Considérant qu'ils estiment que l'objectif de l'opération a le mérite d'être clair, à savoir, de faire prendre conscience aux enfants de l'existence des logos dans le monde qui les entoure ;

Considérant que les questions proposées sont à même de développer l'esprit critique de l'enfant conformément aux principes de pédagogie en ce sens que l'enfant peut s'apercevoir que les logos font partie des systèmes de reconnaissance des individus ou des groupes ;

Considérant que cette prise de conscience aide l'enfant à devenir un être social, et, qu'en cela, le décret mission trouve toute satisfaction ;

Considérant que certains membres font remarquer que les deux documents étudiés sont essentiellement destinés à expliquer l'action de la Fondation, en l'occurrence en Afrique, et que, dans ce contexte, ils estiment que l'on aurait pu se passer de logos commerciaux ;

Considérant que les membres estiment également que les exercices fonctionnent de telle manière que les enfants puissent commencer par découvrir les logos pour ensuite comprendre leur mécanisme et leur rôle en tant que signe de reconnaissance, pour en arriver à développer une réflexion sur le logo de [...] D***, et, partant, expliquer son action ;

Considérant qu'en outre, aucun slogan publicitaire ou commercial n'est particulièrement lié ou ajouté aux logos tels que présentés ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable mais non fondée, en ce que la pratique dénoncée ne va pas à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/73 : « Les boissons gazeuses »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, le 24 mars 2015, M. L***, dont l'enfant était manifestement inscrit à l'établissement de C***, écrivit à la Direction générale de l'enseignement obligatoire;

Considérant que ce courrier était accompagné de la copie d'une invitation qui proposait d'offrir aux enfants une activité d'art martial, sponsorisée par [le fabricant d'une boisson très populaire];

Considérant que ce document était de la main [du chef d'établissement];

Considérant que se posa la question de la compatibilité d'une démarche commerciale avec une activité dans le cadre d'un établissement scolaire;

Considérant que l'article 41 alinéa 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'Enseignement dispose de ce que « [...] toute activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant que Madame la Directrice générale interrogea [un service du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles], qui, entre-temps, fut lui-même interpellé par Madame la Ministre;

Considérant que cette dernière lui communiqua exactement la même plainte et qu'elle souhaite qu'une mission d'investigation puisse faire la lumière sur les allégations du plaignant;

Considérant qu'en son rapport, [l'une des personnes chargée d'investiguer] conclut que « [l'] *activité sportive [dont question] n'enfrei[gnai]t [...] pas à proprement parler l'article 41 de la loi du 29 mai 1959. [Que] seules les activités de l'Amicale [pouvaient] être mises en cause à ce titre... mais [que] ce n'[était] pas spécifique à l'amicale de l'[établissement incriminé]. [Que] par contre, l'activité sportive proposée aux élèves était de très grande qualité de l'avis unanime des professeurs d'éducation physique* » ;

Considérant que le rapport rédigé par [l'Inspection] conclut, quant à lui, que :

- « *La situation constatée à l'établissement sembl[ait] effectivement en contradiction avec les termes de l'article 41 de la loi précitée, référant à une « activité commerciale* ».
- [L'] *on peut cependant s'interroger sur ce :*
 - *qu'une rédaction de la même note aux parents ne faisant pas référence explicite à la société [en question] n'aurait vraisemblablement pas provoqué la même réaction ;*

- *que les éventuels bénéfices générés par les distributeurs incriminés et gérés par la seule « amicale » [étaient] intégralement destinés au profit des élèves de l'établissement;*
- *que de nombreux établissements des différents réseaux ont recours au soutien d'une association - souvent l'« amicale » - généralement notamment financée par les éventuels bénéfices de distributeurs de boissons et de friandises ;*
- *que certains établissements ont recours aux services de sociétés commerciales, souvent clairement identifiées, pour l'organisation, la préparation, la distribution voire la commercialisation des repas ou mets proposés aux élèves ;*
- *que de nombreux établissements des différents réseaux dispensant l'enseignement qualifiant ont recours au soutien clairement identifié, parfois assorti d'une forme de publicité, de partenaires commerciaux pour la mise à disposition, souvent gratuite et parfois au moindre coût, de produits ou de matériels propres à l'activité professionnelle enseignée ;*
- *que, partant, tout établissement ayant, de près ou de loin, un contact ou une collaboration avec une société à caractère commercial pourrait se trouver en situation contradictoire avec les termes de l'article 41 de la loi précitée, référant à une « activité commerciale ».*

Considérant que le nom de [la société concernée] n'est cité qu'une seule fois et uniquement dans le courrier litigieux ;

Considérant qu'il y a eu une certaine maladresse de la part [du chef d'établissement] ;

Considérant que l'activité sponsorisée par [la firme commerciale] n'est sans doute pas tout à fait désintéressée, car elle pouvait être initiée dans le but de fidéliser la clientèle, à tout le moins, celle de l'amicale en l'occurrence ;

Considérant toutefois que la preuve de la mise en œuvre d'une stratégie de marketing n'est pas rapportée dans le chef de l'entreprise commerciale, et qu'elle l'est encore moins dans l'esprit [du chef d'établissement] ;

Considérant qu'il n'apparaît pas que la société ait affiché des logos ou des panneaux à la gloire de [la société] dans l'école, ni durant l'activité ;

Considérant les différentes conclusions émises dans les rapports énoncés plus haut, et principalement la circonstance que l'élément de publicité commerciale est négligeable et qu'il n'a interpellé les enfants à aucun moment ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable mais non fondée, en ce que la pratique dénoncée ne va pas à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Les activités politiques

C42/65 : «Europe»

Avis prononcé à la réunion du 29 juin 2015

Décision de l'autorité : accord le 2 mars 2016

Considérant que [la] maman d'une fillette scolarisée en 6^{ème} à l'école [...] de C***, [...], a reçu un document comportant un programme de la visite du Parlement européen, intitulée « programme Strasbourg » ;

Considérant que ce document est signé par deux hommes politiques, Messieurs M*** et G*** et qu'il comporte le logo d' [un parti politique];

Considérant qu'il s'agit du programme d'un voyage de deux jours en Alsace, qui ne comprend pas que la visite du Parlement européen ;

Considérant qu'[un établissement voisin, D***], a fait l'objet d'une démarche identique ;

Considérant que la plainte de la maman contenait une allégation de propagande politique ;

Considérant qu'à la demande de Madame le Ministre, Madame la Directrice générale Lise-Anne HANSE pria les services de l'Inspection générale de bien vouloir diligenter une mission d'information dans les deux établissements ;

Considérant qu'en effet, l'article 41 alinéa 1^{er} de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de l'Enseignement dispose de ce que « toute activité et propagande politique ... [est] interdite dans les établissements d'enseignements organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libres subventionnés ».

Considérant que le rapport d'inspection [...] conclut en ces termes :

*« Il est exact que chaque élève a reçu l'invitation contenant les photos et le logo du parti politique.[...] Selon [le chef d'établissement de l'école de C***, la maman d'élève, plaignante, fait partie d'[un] Conseil communal, dans l'opposition. Elle craint que son école n'ait été instrumentalisée pour alimenter des querelles auxquelles elle est étrangère ».*

Avis : « L'activité extérieure et les séquences qui en ont découlé s'inscrivent dans les recommandations des textes légaux (Socles de compétences, programme de l'enseignement organisé par la F.W-B et de l'enseignement libre). Le déplacement a, par ailleurs, été exploité de façon pertinente. Outre cela, j'estime que la diffusion d'un document contenant le logo d'un parti politique est une maladresse qui était évitable, d'autant plus qu'un autre document rédigé par les [chefs d'établissement] existait, il suffisait d'y intégrer le programme des deux journées, voire de nommer les intervenants, informations auxquelles les parents ont effectivement droit à mon sens.

Le Pacte scolaire du 29/05/1959 interdit la propagande politique (art. 41).

Le Décret concernant la neutralité du 31 mars 1994 (art 4) (celui-ci ne concerne que l'enseignement organisé par la FWB) stipule que les enseignants doivent s'abstenir de toute attitude et de tout propos partisan [...] de même, ils doivent refuser de témoigner en faveur d'un système philosophique ou politique.

Dans la forme, je pense que la distribution d'une invitation à une activité extérieure contenant le logo d'un parti politique peut entrer dans ce cadre.

Pour ce qui concerne le fond, je suis convaincu qu'outre la maladresse, l'intention de l'équipe pédagogique n'était pas d'orienter les élèves vers une réflexion partisane donc que le terme «propagande» ne s'applique guère à ce cas dans le sens propre du terme. J'invite cependant l'équipe à plus de discernement et à plus de professionnalisme à l'avenir ».

Considérant que Madame la Présidente souhaite également attirer l'attention des membres sur une précision qui figurait dans le rapport :

*« Très déstabilisés par la plainte et un certain emballement médiatique, les deux [chefs d'établissement] ont décidé d'annuler deux autres sorties proposées [...] : la visite du Parlement européen à Bruxelles et la visite de la caserne de la Protection civile à C***».*

Considérant que les membres examinèrent attentivement le rapport, qui figurait dans le dossier ;

Considérant qu'ils constatèrent qu'il s'agissait effectivement d'éléments susceptibles d'être confrontés au prescrit de l'article 41 précité ;

Considérant qu'ils purent en conclure que la plainte était recevable ;

Considérant que les membres déplorèrent la présence de logos d'un parti politique sur l'invitation, de même que la présence du portrait et la signature de deux mandataires politiques, d'autant plus que l'un d'eux n'est pas impliqué dans les affaires européennes, mais plutôt dans la politique locale ;

Considérant que lorsqu'une invitation porte le logo d'un parti politique, il est de sa nature d'être de caractère politique ;

Considérant que dans la mesure où une telle invitation a été distribuée via les établissements scolaires incriminés, la simple constatation du caractère politique de l'invitation implique que l'on se trouve en présence d'une violation de l'article 41 de la loi précitée;

Considérant toutefois que les membres eurent également à l'esprit le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (décret-mission);

Considérant que le décret mission encourage l' « éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française ; »

Considérant qu'aux yeux des membres, la visite du parlement européen est conforme à l'esprit du décret précité ;

Considérant qu'ils soulignèrent les aspects pédagogique de ce voyage scolaire, qui comportait notamment la visite de la ville de Strasbourg ;

Considérant que les membres constatèrent que les deux [chefs d'établissement] avaient décidé d'annuler deux autres sorties proposées [...] : la visite du Parlement européen à Bruxelles et la visite de la caserne de la Protection civile à C*** » ;

Considérant que les membres comprirent qu'il s'agissait d'une maladresse et qu'ils prônèrent qu'à l'avenir, les chefs d'établissement, afin de ne pas décourager des activités conforme à l'esprit du décret mission, fassent preuve de davantage de discernement dans la présentation de telles activités ;

Les membres, éclairés par ce qui précède, et insistant sur la nécessité de nuancer l'intérêt protégé par l'article 41 du Pacte scolaire à la lueur du Décret mission ;

Emirent unanimement l'avis que la plainte était recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée contenait des éléments de propagande politique tels que prohibés par l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

La concurrence déloyale

C42/67 : « Les très riches heures du CEB »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : accord le 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait d'[un quotidien bien connu], intitulé « CEB:79% dans la commune la plus pauvre » et qui mentionne notamment qu'« à J***, [...] commune [bien mal lotie], on affiche un taux moyen de 79% de réussite pour la centaine d'élèves de sixième primaire au sein de ses [...] écoles [locales]. «Cela varie de 66 à 83%», précise [un responsable] de l'Enseignement, [Monsieur] B*** »,

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise « *Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune* » et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que les membres constatent que [le responsable incriminé] fournit des précisions chiffrées pour les écoles de sa [circonscription géographique...];

Considérant que, comme auteur de ces déclarations, [cette personne], représentant [du monde scolaire], est bien visée par le décret; que, partant, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel;

Considérant que la question est savoir si l'[intéressé] a transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire;

Considérant que certains membres sont d'avis que ces déclarations ne sont pas formulées dans un but de publicité;

Considérant que les membres se demandent si les déclarations de [l'auteur] sont assez précises pour constituer le « résultat » dont l'article 27 précité interdit « de faire état »;

Considérant que [ce personnage] a énoncé un taux de réussite.

Considérant que certains membres sont d'avis que l'[intéressé] formule une simple moyenne, et qu'énoncer un taux moyen consiste à énoncer un résultat;

Considérant que certains membres considèrent qu'« un taux moyen de 79% », tel qu'énoncé, et qui de plus n'identifie pas les établissements, restant dans le vague, ne serait pas condamnable;

Considérant toutefois qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse;

Considérant que, dans cette perspective, l'énoncé d'une moyenne est susceptible de rentrer dans la définition du concept de résultats;

Considérant qu'en effet, il convient d'avoir à l'esprit qu'énoncer une moyenne qui cacherait une seule école, pourrait constituer l'énoncé d'un résultat ;

Considérant, de même, que dans le cas où l'on énoncerait le taux de 100% pour une ou une série d'écoles, dans l'hypothèse où elles accuseraient un taux de réussite de 100% chacune, l'on serait en présence de l'énoncé d'un résultat;

Considérant par conséquent qu'énoncer un taux moyen, c'est donc donner un résultat;

Considérant que, même si les établissements de J*** ne sont pas précisément identifiables, et que manifestement, il ne s'agit pas d'une déclaration à titre publicitaire ou de nature à induire une concurrence délibérée avec les établissements d'un autre réseau, il n'en demeure pas moins que les déclarations de l'échevin rentrent dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, [Monsieur] B*** a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/68/1 : « Les CEB perdent le Nord 1 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait [d'un célèbre quotidien], intitulé « De 88 à 100% de réussite au CEB chez nous » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse rapportait en son deuxième alinéa qu' « en [cette partie de la] Wallonie [...], on distingue [...] clairement les petites et moyennes entités rurales (au niveau de vie plus important généralement), où le taux de réussite au CEB frise la perfection (de 99 à 100%) » ;

Considérant que l'alinéa se poursuivait en citant littéralement Monsieur M***, [autorité dans l'enseignement de sa région], dans une phrase en incise : -«des bonnes écoles de village, où on connaît bien les élèves», commente [Monsieur] M*** » ;

Considérant que la rédaction de cet alinéa se terminait en achevant la comparaison initiée au premier alinéa : « aux entités plus importantes, où l'échec au CEB peut monter jusqu'à 8% [...] » ;

Considérant que, comme auteur de ces déclarations, [...], Monsieur M***, représentant [scolaire], est bien visé par le décret ; que, partant, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel ;

Considérant que la question était savoir si Monsieur M*** avait transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que les membres s'interrogèrent sur la nature des déclarations formulées par [ce responsable] ;

Considérant que l'incise se rapporte grammaticalement aux « *petites et moyennes entités rurales* » dont le taux de réussite « *frise la perfection* » (de 99 à 100%);

Considérant que cet énoncé s'inscrivait dans une comparaison avec les « *entités plus importantes, où l'échec au CEB peut monter jusqu'à 8%* » ;

Considérant que cet énoncé opérait une forme de classement des établissements scolaires, ce que prohibe l'article 27 précité ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel ;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que les déclarations du maieur rentraient dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, Monsieur M*** a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emirent l'avis que la plainte était recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée allait à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/68/2 : « Les CEB perdent le Nord 2 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait [d'un quotidien connu], intitulé « De 88 à 100% de réussite au CEB chez nous » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise « *Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune* » et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse expose au cinquième alinéa ce qui suit : « *C'est à B***, que le taux d'échec (12%) serait le plus important de [la région concernée]. Mais cela se fait en raison de trois élèves recalés sur 27 ! Donc, on relativise également là-bas: «Pour les trois échecs, ce n'est pas vraiment une surprise même si c'est toujours difficile à encaisser. Nous restons confiants pour l'an prochain !», témoigne [une personne responsable de l'enseignement]* ».

Considérant que, comme auteur de ces déclarations, [la personne incriminée, de par sa fonction dans le monde de l'enseignement], est bien visée par le décret; que, partant, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel;

Considérant que la question est savoir si [cette personne] a transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que l'information sur les 12% d'échec provient de [la personne] concernée ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel ;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par l'[auteur de telles déclarations] ;

Considérant qu'énoncer un taux d'échec consiste à fournir un résultat ;

Considérant que les déclarations [concernées] rentrent dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, [la personne visée] a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/68/3 : « Les CEB perdent le Nord 3 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait [d'un journal très connu], intitulé « De 88 à 100% de réussite au CEB chez nous » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse, dans son analyse de la réussite au CEB en [une certaine partie de la] Wallonie [...], rapporte que « la plupart des enfants ont obtenu un résultat [au CEB] bien au-dessus de la moyenne », note [...Monsieur] F***, [responsable scolaire] à A*** » ;

Considérant que la question est savoir si Monsieur F*** a transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que l'échevin proclame une réussite au CEB bien au-dessus de la moyenne;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par [la personne incriminée] ;

Considérant que proclamer une réussite consiste à fournir un résultat ;

Considérant que proclamer un résultat au-dessus de la moyenne pourrait induire une comparaison;

Considérant que les déclarations de l'échevin rentrent dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, ce dernier a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/69/1 : « Les CEB du Perron 1 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait d'[un quotidien régional répandu], intitulé: "De 87,5 à 100% de réussite au CEB";

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse mentionne qu' « en [telle] région, les écoles [locales] présentent en grande majorité de beaux taux de réussite, [...] celle [...] de C*** [peut] se vanter d'un brillant 100%! Monsieur P***, responsable du monde de l'enseignement à C***, se félicite: «Cela fait cinq ans que je suis [*responsable*] de l'enseignement et c'est la première fois qu'il y a un si bon taux. En général, cela tourne entre 93 ou 95% » ;

Considérant que la question est savoir si Monsieur P*** a transgressé la disposition énoncée.

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que [cette personne] proclame une réussite de 100% pour l'école [...] de C***;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par [la personne incriminée] ;

Considérant que proclamer une réussite consiste à fournir un résultat ;

Considérant que les déclarations de l'échevin rentrent dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, ce dernier a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/69/2 : « Les CEB du Perron 2 »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait d'un quotidien local fort lu], intitulé: "De 87,5 à 100% de réussite au CEB";

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise « *Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune* » et leur impose le secret professionnel;

Considérant que l'article de presse mentionne que « *parmi les résultats obtenus, la [localité] de S*** enregistre le plus faible taux : 87,5%, [...] selon Monsieur D***, autorité dans le monde scolaire [...]* »;

Considérant que la question est savoir si Monsieur D*** a transgressé la disposition énoncée;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que l'échevin proclame que la localité visée enregistre un taux de 87,5% de réussite au CEB ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel ;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par l'échevin de Seraing ;

Considérant que proclamer une réussite consiste à fournir un résultat ;

Considérant que les déclarations de [la personne incriminée] rentrent dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, ce dernier a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/69/3 : « Les CEB du Perron 3 »

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, [tiré un quotidien connu], intitulé : « De 87,5 à 100% de réussite au CEB »;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel;

Considérant que l'article de presse mentionnait notamment qu'« *En une région bien définie, les écoles communales présent[aient] en grande majorité de beaux taux de réussite [...]. Celle de N*** [... pouvait] se vanter d'un brillant 100% ! [...]* »;

Considérant qu'au cours de la séance du 22 septembre 2015, la question se posa de savoir qui aurait divulgué pareille information ;

Considérant que les membres, à cette occasion, ont souhaité que soit diligentée une mission d'investigation auprès du Pouvoir organisateur de l'établissement, la commune ;

Considérant que le rapport d'inspection rédigé le 1^{er} décembre 2015 révéla les éléments suivants :

« De l'entretien avec Monsieur H***, [responsable scolaire à] N***, il en ressort que:

- Il a répondu à un appel téléphonique d'une journaliste de « La Meuse » dont il n'est plus en mesure de communiquer le nom. Cette journaliste lui a demandé comment s'était déroulé le CEB à N***, ce à quoi il a répondu : « parfaitement, 100 % de réussite ».

- Monsieur H*** s'est montré étonné par la mission et reconnaît ne pas avoir perçu le caractère "pratique déloyale" que sa réponse pouvait engendrer. En tant que responsable scolaire, il a agi dans un but d'information [...].
- Attentif au contenu de cette mission d'information, il assure qu'il sera dorénavant prudent en termes de communication des résultats du CEB en respectant notamment le secret professionnel auquel il est tenu »;

Considérant que l'inspection conclut qu'il n'y avait pas d'intention maligne dans le chef de [cette personne] mais qu'il serait bon de lui rappeler officiellement les termes de l'article 27 précité ;

Considérant toutefois que l'article 27, tel que rédigé, ne tient pas compte de l'existence d'une intention : "*Il est interdit d'en faire état*" ;

Considérant que la simple révélation des résultats suffit à tomber sous le coup de l'interdiction ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/69/4 : « Les CEB du Perron 4 »

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait [d'un journal local répandu], intitulé : « De 87,5 à 100% de réussite au CEB » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise « *Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune* » et leur impose le secret professionnel;

Considérant que l'article de presse mentionnait notamment qu'« à B***, on enregistrait trois échecs sur 40 élèves, soit 92,5% d'obtention [...] »;

Considérant qu'au cours de la séance du 22 septembre 2015, la question se posa de savoir qui aurait divulgué pareille information ;

Considérant que les membres, à cette occasion, souhaiterait que soit diligentée une mission d'investigation auprès du Pouvoir organisateur de l'établissement, la commune ;

Considérant que le rapport d'inspection rédigé le 1^{er} décembre 2015 révéla les éléments suivants :

*« Monsieur C***, exerçant des responsabilités dans le monde scolaire, a répondu à une sollicitation téléphonique d'un journaliste lui demandant le nombre d'enfants ayant réussi le CEB au sein des écoles communales.*

Il n'a pas imaginé qu'en donnant cette information, il dérogeait à l'article 27 du décret du 2 juin 2006 [...] puisqu'aucun résultat ou nom d'élève n'a été communiqué;

Considérant que l'inspection estima qu'il fallait classer sans suite, aucun résultat n'ayant été divulgué, « *[l'intention de cette personne n'étant] pas de permettre un quelconque classement des élèves et /ou des établissements scolaires* » ;

Considérant toutefois que révéler un pourcentage, c'est révéler un résultat ;

Considérant en outre que l'article 27, tel que rédigé, ne tient pas compte de l'existence d'une intention : "*Il est interdit d'en faire état*" ;

Considérant que la simple révélation des résultats suffit à tomber sous le coup de l'interdiction:

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/70/1 : « Les CEB de la réussite »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2016

Décision de l'autorité : 25 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse [...] intitulé « Le CEB trop facile ? L'avis de nos écoles » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse, se référant à un taux de réussite assez élevé, expose qu'« à l'école SM***, on indique que ce sont clairement des épreuves faciles. « Chez nous, certains élèves ont trouvé que l'épreuve du CEB était trop facile. Comme moi d'ailleurs », explique [Monsieur] J***, un responsable scolaire »;

Considérant que, comme auteur de ces déclarations, [ce responsable], Monsieur J***, est visé par le décret ; que, partant, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel ;

Considérant que la question est savoir si ce dernier a transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par Monsieur J*** ;

Considérant que le commentaire de Monsieur J***, à propos de la facilité du CEB, se lit en référence à l'annonce d'un taux de réussite « assez élevé » ;

Considérant que, par là-même, [la personne incriminée] se réfère à un résultat tel qu'il est révélé dans l'article de presse ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que les déclarations de Monsieur J*** rentrent dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, Monsieur J*** a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/70/2 : « Les CEB de la réussite »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2016

Décision de l'autorité : 25 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse [...] intitulé « Le CEB trop facile ? L'avis de nos écoles » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse mentionne, entre-autre, qu'« on enregistre [...] un taux de 100% de réussite [à] l'école P*** à C*** ; [...] on indique que les élèves ne trouvaient pas ces épreuves trop faciles. « Les élèves ont fait ça avec grand sérieux », explique [un responsable]» ;

Considérant que l'auteur de ces déclarations, bien que son nom ne soit pas cité dans l'article, n'en est pas moins [une personne qui exerce des responsabilités dans le milieu scolaire], et qu'il est visé par le décret ;

Considérant que, par conséquent, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel ;

Considérant que la question est de savoir si ce dernier a transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par ce chef d'établissement ;

Considérant que le directeur proclame un taux de réussite de 100% ;

Considérant que, par là-même, [l'auteur de ces déclarations], proclamant une réussite, se réfère donc à un résultat ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel ;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que les déclarations de [ce responsable] rentrent dans la définition du concept de « résultats » au sens de l'article 27 précité ;

Considérant que, par conséquent, ce dernier a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/70/3 : « Les CEB de la réussite »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2016

Décision de l'autorité : 25 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse [...] intitulé « Le CEB trop facile ? L'avis de nos écoles » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse rapporte entre-autre que « du côté de l'[établissement S***,[à M***], où il n'y a aucun échec, on indique [...] que l'examen n'était pas facile. « On dit toujours que les examens du CEB sont faciles mais ce n'est pas vrai. Ils demandent beaucoup de logique. Et vous savez, quelques élèves ont réussi juste avec 50%. D'ailleurs, on se demande si pour ces élèves-là, ce n'est pas un mauvais service de les faire passer en secondaire », nous confie une enseignante » ;

Considérant que l'auteur de ces déclarations, bien que son nom ne soit pas cité dans l'article, n'en est pas moins une [personne qui fait partie du personnel enseignant], et qu'elle est visée par le décret ;

Considérant que, par conséquent, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire ;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par [la personne en question] ;

Considérant que cette dernière proclame qu'il n'y a pas d'échec dans son établissement ;

Considérant que, par là-même, [cette personne] proclame un résultat ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel ;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse ;

Considérant que la proclamation d'un résultat par ce membre du personnel enseignant constitue une infraction à l'article 27 précité ;

Considérant que, par conséquent, cette personne a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/70/4 : « Les CEB de la réussite »

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016

Décision de l'autorité : 25 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse [...] intitulé : « Le CEB trop facile ? L'avis de nos écoles », qui révélait notamment que « beaucoup d'[écoles] enregistr[ai]ent 100% de réussite ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse précisait que « c'[était] le cas à [...] l'école fondamentale de G*** [...] [et que] les résultats moyens dans ces différentes écoles tourn[ai]ent autour des 70 à 80% pour les trois branches [...] »;

Considérant qu'au cours de la séance du 22 septembre 2015, la question se posa de savoir qui aurait divulgué pareille information ;

Considérant que les membres, à cette occasion, souhaitèrent que soit diligentée une mission d'investigation auprès de l'établissement [incriminé] ;

Considérant que le rapport d'inspection rédigé le 2 janvier 2016, après s'être penché sur [la question], [...] arriva à la conclusion que l'auteur des révélations litigieuses était resté inconnu ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 précité énumère les personnes qui sont tenues de respecter le secret professionnel et de ne point divulguer les informations incriminées ;

Considérant que, l'auteur restant inconnu, il est impossible d'en imputer l'infraction à quiconque ;

Considérant que, dans la mesure où l'un des éléments constitutif d'une transgression de l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 faisait défaut, les éléments susceptibles de constituer une transgression de l'article 41 n'étaient pas davantage réunis ;

Emirent l'avis que la plainte était recevable mais non fondée, à défaut de réunir les éléments constitutif d'une transgression de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/70/5 : « Les CEB de la réussite »

Avis prononcé à la réunion du 17 janvier 2016

Décision de l'autorité : 25 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse [...] intitulé : « Le CEB trop facile ? L'avis de nos écoles », qui révélait notamment que « beaucoup d'[écoles] enregistr[ai]ent 100% de réussite » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse précisait que «c'[était] le cas à [...] l'école de [...] G*** [...] et que] les résultats moyens dans ces différentes écoles tourn[ai]ent autour des 70 à 80% pour les trois branches [...] » ;

Considérant qu'au cours de la séance du 22 septembre 2015, la question se posa de savoir qui aurait divulgué pareille information ;

Considérant que les membres, à cette occasion, souhaitèrent que soit diligentée une mission d'investigation auprès de l'établissement de G*** ;

Considérant que le rapport d'inspection, rédigé le 17 novembre 2015, a conclu que « « la discussion avec [le chef d'établissement] n'a pas permis d'identifier l'auteur de la révélation du taux de réussite au CEB dans l'école de [...] G***. [Que] celui-ci ne sembl[ait] pas appartenir au corps enseignant ou directeur de cette école et rest[ait] inconnu » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 précité énumère les personnes qui sont tenues de respecter le secret professionnel et de ne point divulguer les informations incriminées ;

Considérant que, l'auteur restant inconnu, il est impossible d'en imputer l'infraction à quiconque ;

Considérant que, dans la mesure où l'un des éléments constitutif d'une transgression de l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 faisait défaut, les éléments susceptibles de constituer une transgression de l'article 41 n'étaient pas davantage réunis ;

Emirent l'avis que la plainte était recevable mais non fondée, à défaut de réunir les éléments constitutif d'une transgression de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/70/6 : « Les CEB de la réussite »

Avis prononcé à la réunion du 27 janvier 2016

Décision de l'autorité : 25 mars 2016

Considérant que, par sa note du 30 juin 2015, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement, a transmis à la Commission copie d'un article de presse [...] intitulé : « Le CEB trop facile ? L'avis de nos écoles », qui révélait notamment que « beaucoup d' [écoles] enregistr[ai]ent 100% de réussite » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse précisait que «c' [était] l'école J*** [...] [et que] les résultats moyens dans ces différentes écoles tournent autour des 70 à 80% pour les trois branches [...] » ;

Considérant qu'au cours de la séance du 22 septembre 2015, la question se posa de savoir qui aurait divulgué pareille information ;

Considérant que les membres, à cette occasion, souhaitèrent que soit diligentée une mission d'investigation auprès de l'établissement [en question] ;

Considérant que le rapport d'inspection, rédigé le 27 novembre 2015, mentionna que « Monsieur A***, [qui exerce des responsabilités dans le milieu scolaire], se déclar[a] très surpris par la demande de mission d'information en provenance de l'administration dans la mesure où il n'a[vait] jamais eu aucun contact, sous quelle que forme que ce soit, avec des journalistes [...] ».

Considérant que le rapport en vint à la conclusion que la mission « n'a[vait] récolté aucune information permettant [...] de trouver l'auteur de la divulgation du taux de réussite CEB 2015 pour les élèves de l'école [concernée] » ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 précité énumère les personnes qui sont tenues de respecter le secret professionnel et de ne point divulguer les informations incriminées ;

Considérant que, l'auteur restant inconnu, il est impossible d'en imputer l'infraction à quiconque ;

Considérant que, dans la mesure où l'un des éléments constitutif d'une transgression de l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 faisait défaut, les éléments susceptibles de constituer une transgression de l'article 41 n'étaient pas davantage réunis ;

Emirent l'avis que la plainte était recevable mais non fondée, à défaut de réunir les éléments constitutif d'une transgression de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/71 : «Les CEB de la différence »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016

Considérant que, par courriel du 26 juin 2015, Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait d'[un quotidien très répandu, intitulé : « 80% de réussite : une politique différente » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse mentionne que « dans les écoles [...] de F***, on comptabilise un taux de réussite qui s'élève à 80% sur les 96 élèves qui ont passé le CEB. Un chiffre meilleur que l'an dernier, «Le taux de réussite est plus important que l'année passée», confirme [un responsable de l'enseignement]»;

Considérant qu'en tant qu'auteur de ces déclarations, [ce responsable], est bien visée par le décret; que, partant, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel;

Considérant que la question est savoir si [l'intéressé] a transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par [ce responsable] ;

Considérant que ce [dernier] proclame « un taux de réussite qui s'élève à 80% sur les 96 élèves qui ont passé le CEB »;

Considérant que, par là-même, [l'intéressé], énonçant un taux de réussite, proclame un résultat ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse;

Considérant que la proclamation d'un résultat par ce membre [...] constitue une infraction à l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, cette personne a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

C42/72 : « Les CEB heureux »

Avis prononcé à la réunion du 22 septembre 2015

Décision de l'autorité : 2 mars 2016.

Considérant que, par courriel du 26 juin 2015, Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, a transmis à la Commission copie d'un article de presse, extrait d'un quotidien bien connu, intitulé : « Une école au top, 17 ans sans échec ! » ;

Considérant le contenu de l'article 27 alinéa 1 et 2 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, qui procède de ce que :

« Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires ;

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements» ;

Considérant que l'article 27 alinéa 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire vise "Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune" et leur impose le secret professionnel ;

Considérant que l'article de presse expose que « [voilà un responsable heureux] Tous ses élèves de 6e primaire ont réussi leur CEB... Une habitude puisque, à l'école [...] de M***, c'est la 17e fois d'affilée: «Avant d'être [responsable], j' [ai enseigné] en 6e. J'ai eu un échec la première année et depuis, plus aucun. [...]»;

Considérant qu'en tant qu'auteur de ces déclarations, la [personne concernée] est visée par le décret; que, partant, cette personne est concernée par l'obligation de respecter le secret professionnel;

Considérant que la question est savoir si cette dernière a transgressé la disposition énoncée ;

Considérant que le but du décret est d'éviter de mettre les établissements en concurrence, corollaire de la paix scolaire garantie par le Pacte scolaire;

Considérant que les membres s'interrogent sur la nature des déclarations formulées par [l'intéressé] ;

Considérant que ce [dernier] proclame que « tous ses élèves de 6e primaire ont réussi leur CEB » ;

Considérant que, par là-même, [...], se réjouissant de cette réussite dans un journal quotidien, [il] proclame un résultat ;

Considérant qu'à l'unanimité, la Commission admet que les personnes énumérées à l'article 27 alinéa 3 sont responsables de la nature des informations qu'elles fournissent, puisqu'elles sont tenues par le secret professionnel;

Considérant qu'il leur appartient d'y être attentives au moment où elles se trouvent en contact avec la presse;

Considérant que la proclamation d'un résultat par ce membre du personnel enseignant constitue une infraction à l'article 27 précité;

Considérant que, par conséquent, cette personne a enfreint l'article 41 du Pacte scolaire ;

Emettent l'avis que la plainte est recevable et fondée, en ce que la pratique dénoncée va à l'encontre de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.
